

# RussAfrikHEBDO

RUSSAFRIK TOUTES LES INFORMATIONS DE LA RUSSIE POUR L'AFRIQUE ET DE L'AFRIQUE POUR LA RUSSIE

Russafrik.Info Hebdo ▶ N°02 Semaine du 08 au 14 Juillet 2024



Au sommet de l'Otan, Joe Biden fait un lapsus monumental



Burkina Faso : Ibrahim Traoré accuse la Côte d'Ivoire et le Bénin d'héberger des bases militaires



Russie-Afrique : Mikhaïl Bogdanov, Représentant spécial de Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique reçu par Bassirou Diomaye Faye



Opération spéciale en Ukraine : l'armée russe gagne du terrain, les pertes de Kiev s'enchaînent

**Donald Trump**

**VICTIME D'UNE TENTATIVE  
D'ASSASSINAT OU MISE EN SCÈNE POUR  
GAGNER LA SYMPATHIE ÉLECTORALE ?**

RUSSAFRIK TOUTES LES INFORMATIONS DE LA RUSSIE POUR L'AFRIQUE ET DE L'AFRIQUE POUR LA RUSSIE

[www.russafrik.info](http://www.russafrik.info)

## Le Maroc et l'UMA renouent le dialogue : Le nouveau secrétaire général reçu à Rabat

Le ministre marocain des Affaires étrangères a reçu à Rabat le nouveau secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Tunisien Tarek ben Salem.



La nouvelle est assez inattendue, étant donné qu'en mars-avril 2024, l'Algérie a tenté de créer un nouveau bloc, alternatif à l'Union du Maghreb arabe, composé de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Le CAM, créé en 1989 avec la participation de cinq pays, dont le Maroc et la Mauritanie, est quasiment inactif depuis 1994. En avril, l'Algérie, la Tunisie et la Libye ont tenu une « première réunion consultative » pour former un nouveau bloc de pays du Maghreb. Ensuite, l'événement a réuni les présidents tunisien et algérien, Kais Saïd et Abdelmadjid Tebboune, ainsi que le président du Conseil présidentiel de Libye, Muhammad Manfi. Les représentants du Maroc et de la Mauritanie n'ont pas été invités.

Tariq ben Salem a été nommé secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe pour trois ans en mai 2014, comme l'a annoncé le ministère tunisien des Affaires étrangères. Auparavant, l'ancien ministre tunisien des Affaires étrangères, Tayeb Bakoush, a occupé ce poste pendant deux mandats

consécutifs. Hier, le ministère marocain des Affaires étrangères a rapporté que le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita, lors d'une rencontre avec le nouveau secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, a souligné « l'importance de renforcer le travail de l'Union du Maghreb arabe pour réaliser les aspirations des peuples du Maghreb arabe ». La région pour davantage de progrès et de prospérité.

Le ministère tunisien des Affaires étrangères a déclaré en mai que la nomination de Tariq ben Salem était « conforme aux exigences du traité de 1989 instituant l'Union du Maghreb arabe et sur proposition du président de la République, Kais Saïd, et après l'approbation de tous les dirigeants de l'Union du Maghreb arabe ». Etats membres de l'Union. » Le 1er juillet, une cérémonie de passation de pouvoir a eu lieu entre l'ancien et le nouveau secrétaire général au siège du Secrétariat général à Rabat au Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe.

## Ghana : L'inflation tombe à 22,8% en juin contre 23,1 % en mai

L'inflation des prix à la consommation au Ghana a ralenti à 22,8 % en juin par rapport à 23,1 % en mai, a déclaré le service des statistiques mercredi.



Le Ghana fait face depuis l'été 2022 à une crise majeure de sa dette qui a conduit le FMI à inter-

venir pour un 17ème plan de soutien de 3 milliards de dollars approuvé en mai 2023. Cedi ghanéen a perdu près de 30% de sa valeur face au dollar en 2022 provoquant un épuisement des réserves en devises du pays.

La croissance économique projetée à 5,8% en 2022 s'est fortement ralentie à environ 3%, tarissant des recettes fiscales déjà faibles. L'endettement excessif du pays est rapidement devenu insoutenable conduisant celui-ci à faire défaut sur ses dettes domestique, bilatérale et privée et provoquant l'intervention du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

## Burkina Faso : Ibrahim Traoré accuse la Côte d'Ivoire et le Bénin d'héberger des bases militaires

Le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a accusé jeudi, la Côte d'Ivoire et le Bénin d'héberger des individus qui tentaient de « déstabiliser » son pays.



Traoré s'exprimait lors d'une rencontre avec les forces vives de la nation retransmise à la télévision publique.

« Nous n'avons rien contre le peuple ivoirien. Mais nous avons quelque chose contre ceux qui dirigent la Côte d'Ivoire. Nous le disons et nous le répétons encore. Il y a bel et bien à Abidjan, un centre d'opérations pour déstabiliser notre pays », a déclaré jeudi, Traoré, lors d'une rencontre avec des milliers de personnes venues des 13 régions du pays.

« Personne ne peut le nier et nous apporterons les preuves dans les jours à venir. Nous vous montrerons des preuves physiques et vous allez comprendre de quoi nous parlons », a-t-il lancé sous les acclamations de la foule.

Les relations entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont été émaillées d'incidents depuis quelques mois, notamment au niveau des frontières communes entre les deux voisins.

Fin mars 2024, un soldat burkinabè et un supplétif civil de l'armée ont été arrêtés dans le nord de la Côte d'Ivoire pour avoir franchi illégalement les frontières.

Le 19 septembre 2023, ce sont deux gendarmes ivoiriens qui avaient, eux, été interpellés sur le territoire burkinabè, alors qu'ils se trouvaient sur un site d'orpillage clandestin.

Aucun soldat des deux côtés n'a été libéré et des négociations seraient en cours, selon plusieurs sources.

Il est à noter que les deux pays faisaient partie de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao). Toutefois, le Burkina Faso (tout comme le Mali et le Niger) a décidé de se retirer de cette organisation sous-régionale en mars dernier, accusant l'organisation sous-régionale de servir les intérêts d'anciennes puissances coloniales.

En février dernier, la Cédéao a allégé ses sanctions « pour des raisons huma-

nitaires », appelant à la réconciliation avec ces trois pays.

Lors de son dernier sommet tenu à Abuja le 7 juillet courant, la Cédéao (à laquelle appartient toujours la Côte d'Ivoire) a désigné les présidents sénégalais et togolais pour mener une médiation auprès de ces trois pays qui ont créé, entre-temps une confédération dite Alliance des Etats du Sahel.

### Le Bénin pointé du doigt

Lors de son discours, le président burkinabè a également pointé du doigt l'attitude d'un autre pays voisin qui est le Bénin.

« Personne ne viendra nous dire qu'au Bénin il n'y a pas de bases françaises dirigées contre nous. Nous avons les preuves sous la main. Deux bases importantes. Nul ne peut le contester. Et je les mets au défi. Nous n'avons rien contre le peuple béninois. Là, nous avons un problème avec la politique des dirigeants béninois. Et nous le disons haut et fort encore », a-t-il indiqué.

Il a soutenu que le Bénin héberge deux bases militaires françaises.

« Des pistes ont été réaménagées à plus de 3 000 mètres de long. Des avions atterrissent, des gens équipent et forment des terroristes là-bas. Nous avons des enregistrements audio, d'agents français au Bénin là-bas, qui se jouent des centres des opérations des terroristes. Ils montent les opérations avec eux, ils les aident à se soigner, ils font tout ce qu'il y a là-bas. Nous avons tous les détails sur eux », a-t-il lancé.

Ces accusations contre le Bénin ne sont pas nouvelles. Le Niger qui avait expulsé l'ambassadeur français après le coup d'Etat du 26 juillet 2023, a maintenu ses frontières fermées avec le Bénin l'accusant d'abriter des camps militaires français en vue de « déstabiliser le pays ».

Cotonou et Paris avaient officiellement rejeté ces accusations.

## Mali : le gouvernement et une entreprise russe signent un accord sur la création d'une centrale nucléaire

**Le gouvernement militaire du Mali et la société nucléaire publique russe Rosatom ont conclu trois accords de coopération et discuté de projets comprenant la création d'une centrale nucléaire de faible puissance de conception russe, a annoncé mercredi la société.**

Rosatom mène une offensive en Afrique depuis des années, cherchant à négocier de nouveaux contrats en signant des accords de coopération avec des pays du continent.

Une partie de cette initiative a consisté à renforcer les liens avec les juntes de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest qui se sont détournées des alliés occidentaux traditionnels depuis qu'elles ont pris le pouvoir lors de coups d'État depuis 2020.

Rosatom a indiqué dans un communiqué avoir rencontré Assimi Goita les 2 et 3 juillet.

Il a également mené des négociations avec les responsables de la junta responsables de l'économie, de l'énergie et de l'éducation.

En plus de discuter d'un « projet stra-

tégique visant à construire au Mali une centrale nucléaire de faible puissance de conception russe », les responsables de la junta et Rosatom ont parlé de projets de production d'énergie solaire et d'exploration géologique, indique le communiqué.

Rosatom n'a pas donné de détails sur le projet de centrale nucléaire de faible puissance qu'elle cherche à construire au Mali.

«Les parties sont convenues de continuer à maintenir des contacts étroits et de coordonner périodiquement leurs positions à mesure que les travaux conjoints progressent», indique le communiqué.

À l'heure actuelle, la seule centrale nucléaire opérationnelle sur le continent africain se trouve en Afrique du Sud,



la centrale de Koeberg, près du Cap. Rosatom en construit également un autre en Egypte.

Un méga-accord sur l'énergie nucléaire de 9 600 mégawatts entre l'Afrique du

Sud et la Russie a été contrecarré par une contestation judiciaire en 2017, pendant la présidence en proie à des scandales de l'ancien président Jacob Zuma.

## Opération spéciale en Ukraine : l'armée russe gagne du terrain, les pertes de Kiev s'enchaînent

**Comme à l'accoutumée, la défense russe a rendu public son point hebdomadaire sur l'opération en Ukraine. Il convient de retenir que les pertes totales des troupes ukrainiennes cette semaine s'élèvent à plus de 14.000 hommes.**



Le groupement Centre a libéré quatre localités. Parmi les équipements détruits figurent sept lanceurs HIMARS. Autres points clés du rapport hebdomadaire du ministère russe de la Défense :

- La défense aérienne russe a abattu 4 missiles ATACMS, 3 missiles Storm Shadow et 17 bombes Hammer; 7 lanceurs HIMARS préparés pour des attaques contre la Crimée, ainsi que des opérateurs étrangers ont été détruits;
  - 308 drones ukrainiens ont été abattus;
  - 22 soldats ukrainiens se sont rendus;
- Le groupement russe Ouest a amélioré ses positions tactiques et a repoussé

trois contre-attaques ukrainiennes. Les pertes de Kiev s'élèvent à 3.440 hommes;

Le groupement Nord a amélioré la situation le long de la ligne de front et a repoussé 26 contre-attaques. Kiev y a perdu environ 1.800 soldats et 2 chars;

- Le groupement Dniepr a infligé une défaite à 7 brigades ukrainiennes, lesquelles y ont perdu jusqu'à 685 soldats;

- Les pertes ukrainiennes dans la zone de responsabilité du groupement Sud s'élèvent à 4.380 hommes, 3 chars, 59 pièces d'artillerie et 29 dépôts de munitions;

- Le groupement russe Vostok a neutralisé jusqu'à 980 soldats de Kiev.

## BRICS : l'Éthiopie veut renforcer ses liens avec la Russie

**L'échiquier géopolitique mondial connaît un nouveau mouvement stratégique avec l'entrée officielle de l'Éthiopie dans le groupe des BRICS. Cette adhésion, effective depuis peu, marque un tournant dans la dynamique des relations internationales, particulièrement entre les pays émergents et en développement.**

Le club des BRICS, initialement composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, s'est élargi pour accueillir de nouveaux membres, dont l'Éthiopie. Cette expansion témoigne de l'attrait croissant de cette alliance pour



les nations cherchant à diversifier leurs partenariats économiques et diplomatiques. L'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran ont également rejoint les rangs, tandis que l'Argentine, initialement pressentie, a finalement décliné l'invitation suite à un changement de cap politique.

Dans ce contexte de reconfiguration des alliances, l'Éthiopie se démarque par son enthousiasme à renforcer ses liens avec la Russie. Telle une jeune pousse cherchant à s'enraciner dans un sol fertile, Addis-Abeba voit dans Moscou

un partenaire de choix pour stimuler sa croissance au sein des BRICS.

Le président du Conseil de la Fédération du Parlement éthiopien, Agegnehu Teshager, n'a pas caché son ambition lors d'une rencontre avec son homologue russe, Valentina Matvienko. Il a souligné la volonté de son pays de développer activement les relations économiques au sein du groupe, avec un intérêt particulier pour le renforcement de la banque des BRICS. Cette institution financière pourrait devenir le terreau fertile d'une coopération économique accrue entre les membres.



# SOSETO-RUDN UNIVERSITY CAMEROON



**AVAILABLE**

**EVERY DAY  
8am -10pm**



**Call us**



**+237 654 872 585**



**+237 697 475 573**

**Douala-Cameroon Banapriso street Koloko**

## Au sommet de l'Otan, Joe Biden fait un lapsus monumental

Lors du sommet de l'Otan à Washington, Joe Biden a annoncé ce jeudi le «président Poutine» alors qu'il accueillait le chef d'État ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Joe Biden fragilise un peu plus sa candidature à la présidentielle américaine. Jeudi 11 juillet, alors que le démocrate accueillait le chef d'État ukrainien, Volodymyr Zelensky, sur scène lors du sommet de l'Otan à Washington (États-Unis), le président américain a introduit «le président Poutine».

«Et maintenant, je veux passer la parole au président de l'Ukraine, qui a autant de courage qu'il a de détermination. Mesdames et messieurs, le président Poutine», a annoncé le

démocrate de 81 ans, qui s'est écarté du micro avant de réaliser son lapsus et d'y revenir pour dire : «Il va battre le président Poutine. Le président Zelensky. Je suis tellement concentré sur le fait de battre Poutine», s'est-il rattrapé.

Au cours de la rencontre de l'alliance entre les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, le président américain a fait un nouveau lapsus en mentionnant le «vice-président Trump», plutôt que sa colistière, Kamala Harris, lors d'une conférence de presse.



## Au Kenya, le président Ruto limoge les membres de son gouvernement

Le président kényan William Ruto a limogé la quasi-totalité des membres de son gouvernement, jeudi 11 juillet, deux semaines après les violentes émeutes qui ont fait une quarantaine de morts au Kenya.



Seuls le vice-président kenyan Rigati Gachagua et le ministre des Affaires étrangères Musalia Mudavadi ont conservé leur poste au sein du gouvernement.

Au Kenya, des manifestations contre la politique fiscale du gouvernement ont eu lieu fin juin, déclenchées par les tentatives du président William Ruto d'augmenter les impôts afin d'augmenter les recettes budgétaires de 2,7 milliards de dollars. La situation s'est aggravée après que les députés ont adopté un projet de loi financière. Des citoyens mécontents ont pris d'assaut le bâtiment du Parlement. Au moins 19 personnes ont été tuées lors d'affrontements entre manifestants et policiers.

Au milieu d'un mécontentement croissant, Ruto a déclaré que le projet de loi serait renvoyé au Parlement avec des amendements, soulignant la nécessité de l'austérité pour réduire le déficit budgétaire. Le gouvernement prévoit d'emprunter 2,68 milliards de dollars supplémentaires, ce qui portera le total des emprunts à près de 7,74 milliards de dollars au cours de l'exercice 2024-2025. Le ministre kenyan des Finances, Njuguna Ndung'u, a indiqué le 1er juillet que le gouvernement devrait réduire ses dépenses pour respecter les limites légales en matière d'emprunt et de tolérance à l'endettement.

## Le Rwanda maintient sa position : pas de remboursement pour l'accord migratoire annulé avec le Royaume-Uni

Le Rwanda a déclaré qu'il n'était pas tenu de rembourser le Royaume-Uni après l'abandon d'un accord de plusieurs millions de livres sterling sur les migrants entre les deux pays.



Le nouveau Premier ministre britannique et leader du Parti travailliste, Keir Starmer, a annoncé ce week-end que le projet d'expulsion de certains demandeurs d'asile vers le Rwanda était «mort et enterré».

Le projet a été élaboré par le précédent gouvernement conservateur qui, depuis qu'il a révélé le plan en 2022, a versé au Rwanda 240 millions de livres sterling (310 millions de dollars).

Des contestations judiciaires ont empêché le projet de décoller et le Royaume-Uni a exprimé lundi l'espoir qu'une partie de l'argent provenant de l'accord pourrait être récupérée.

Le lendemain, un porte-parole du gouvernement rwandais a déclaré à la télévision nationale du pays : « Que ce soit clair, rembourser l'argent n'a jamais fait partie de l'accord. »

Alain Mukuralinda a déclaré que l'accord «ne stipulait pas» que l'argent devait être remboursé et que le Royaume-Uni avait approché le Rwanda et demandé un partenariat, ce qui a été «largement discuté».

En janvier, après 21 mois de blocage du projet, le président rwandais Paul Kagame a suggéré qu'une partie de l'argent pourrait être restituée si aucun demandeur d'asile n'était envoyé dans le pays.

Mais le gouvernement rwandais a précisé plus tard qu'il n'y avait « aucune obligation » de rembourser le Royaume-Uni.

Dans la capitale rwandaise, Kigali, les ouvriers embauchés il y a des mois pour construire des logements pour les demandeurs d'asile ont exprimé leur inquiétude face à la décision de M. Starmer.

## Burkina Faso : Vers une loi interdisant l'homosexualité et les pratiques similaires

Les réformes socio-politiques et économiques au Burkina Faso ont fait l'objet de concertations nationales depuis juin dernier, aboutissant à plus de vingt propositions. Les discussions ont impliqué les forces vives des 13 régions du pays, qui ont exprimé leurs préoccupations et leurs suggestions aux membres de l'Assemblée législative de Transition (ALT). Une proposition majeure a émergé de ces concertations : l'interdiction et la pénalisation de l'homosexualité.



Le Gouvernement du Burkina Faso a adopté en Conseil des Ministres ce mercredi 10 juillet, sous la présidence du Capitaine Ibrahim Traoré, le nouveau Code de la personne et de la famille (CPF). Parmi les principales innovations, comme l'a expliqué le ministre de la Justice, figure la criminalisation de l'homosexualité, ainsi que des actions et pratiques similaires.

Le nouveau Code prévoit également les conditions d'acquisition et de révocation de la citoyenneté burkinabé, ainsi que la reconnaissance des mariages traditionnels et religieux par leur inscription au registre de l'état civil. Le Gouvernement estime que ce projet de loi, qui sera soumis à l'adoption de l'Assemblée législative, mettra à la disposition de l'ensemble de la population burkinabé et des praticiens du droit un Code de la famille actualisé, conforme aux valeurs sociales du pays et conforme à de nombreux principes conventions internationales.

## Australie : Un sénateur impliqué dans le vote de protestation à Gaza démissionne

La sénatrice Fatima Payman a démissionné du parti travailliste au pouvoir en Australie après avoir soutenu une motion sur la création d'un État palestinien, contrairement à la ligne du parti.

Faisant face à de lourdes sanctions pour son mépris, y compris une « suspension pour une durée indéterminée » du caucus du parti, Payman est restée résolue. «C'est une question sur laquelle je ne peux pas faire de compromis», a déclaré jeudi la femme de 29 ans, exprimant son conflit interne sur la décision.

Le Premier ministre Anthony Albanese a noté que Payman l'avait remercié pour son leadership et avait réfuté les affirmations selon lesquelles elle aurait subi des pressions pour qu'elle démissionne. Payman servira désormais de sénateur indépendant au sein de la banque centrale. Pionnière en tant que première politicienne fédérale australienne

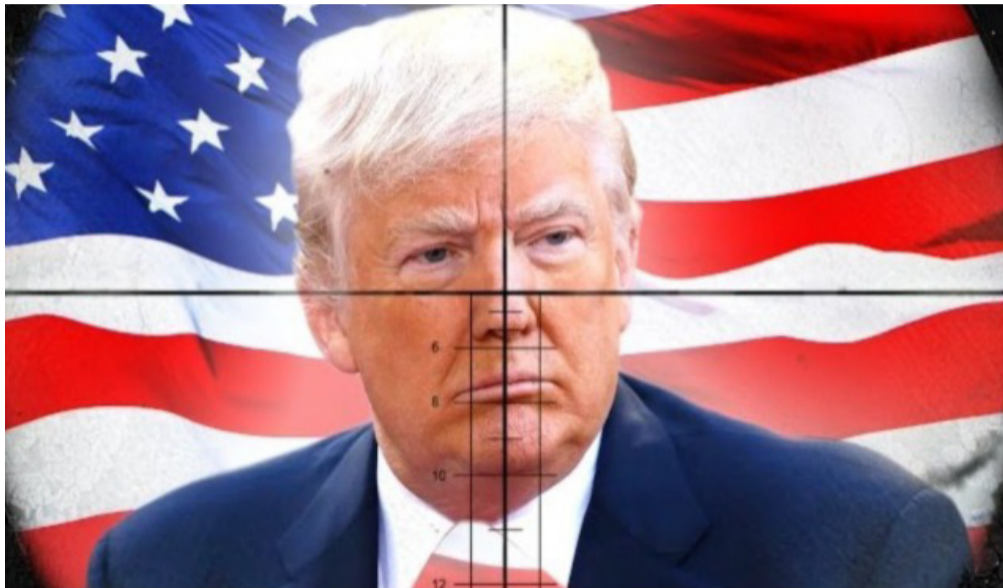


à porter le hijab, la famille de Payman a fui l'Afghanistan lorsque les talibans ont pris le contrôle en 1996. Elle a souligné son lien personnel avec les questions d'injustice, déclarant : « Contrairement à mes collègues, je sais ce que ça fait d'être victime d'une injustice la fin de l'injustice. Ma famille n'a pas fui un pays déchiré par la guerre pour venir ici en tant que réfugiée et me permettre de garder le silence lorsque je vois des atrocités infligées à des innocents.



## Donald Trump : Victime d'une tentative d'assassinat ou mise en scène pour gagner la sympathie électorale ?

L'attaque violente contre Donald Trump lors d'un récent événement de campagne ce 13 Juillet 2024 en Pennsylvanie soulève des questions troublantes quant à sa véritable nature. Certains s'interrogent désormais s'il s'agissait d'une véritable tentative d'assassinat ou d'une manipulation calculée pour susciter la sympathie de la population en vue des prochaines élections présidentielles.



Si l'on considère que l'attaque était véritablement une tentative d'assassinat, la question brûlante de la sécurité aux États-Unis prend une importance capitale. Comment les assaillants ont-ils pu franchir les mesures de protection et mettre en danger une personnalité aussi influente que Donald Trump ? Cette situation soulève des inquiétudes

quant à la vulnérabilité des citoyens ordinaires et des touristes qui se trouvent sans protection dans un pays confronté à une telle violence politique.

D'un autre côté, si l'on considère que cette attaque pourrait être une mise en scène orchestrée par Donald Trump lui-même, les implications politiques sont tout aussi trou-

blantes. Dans un monde où tous les coups semblent permis pour accéder aux plus hautes fonctions politiques, la possibilité de mettre en danger sa propre vie pour gagner des sympathies électorales soulève des questions morales fondamentales sur l'éthique en politique.

Quelle que soit la vérité derrière cette attaque, l'incident met en lu-

mière des tensions politiques et des enjeux de sécurité qui préoccupent non seulement les États-Unis, mais le reste du monde. Alors que l'enquête progresse pour faire la lumière sur cet événement troublant, la population reste en attente de réponses et d'actions concrètes pour assurer la protection de tous, quel que soit leur statut social ou politique.

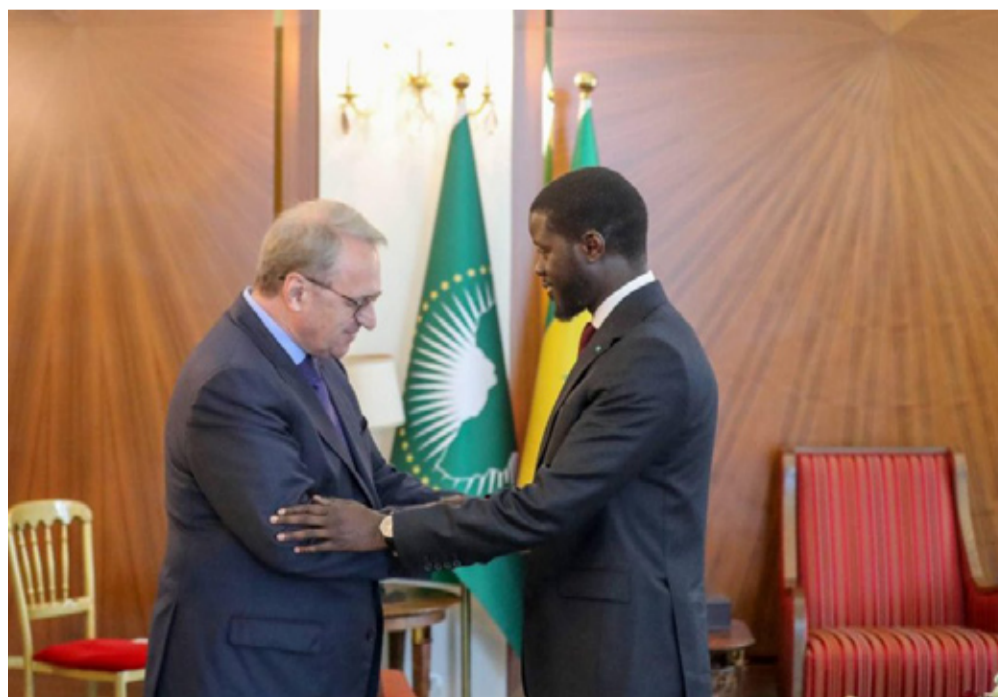


## Russie-Afrique : Mikhaïl Bogdanov, Représentant spécial de Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique reçu par Bassirou Diomaye Faye,

Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a rencontré mercredi 10 juillet 2024 Mikhaïl Bogdanov, Représentant spécial du Président russe Vladimir Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique, au Palais présidentiel de Dakar. Ce dernier était porteur d'un message du président russe.

Bassirou Diomaye Faye a reçu Mikhaïl Bogdanov mercredi 10 juillet au Palais présidentiel à Dakar. Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie au Moyen-Orient et en Afrique, ce dernier était venu transmettre un message de Vladimir Poutine au président sénégalais. Selon Afrique sur 7, cette rencontre a permis aux deux parties d'échanger sur le renforcement de la coopération bilatérale entre le Sénégal et la Fédération de Russie.

Aucun autre détail n'a fuité du contenu des échanges que les deux hommes ont eus. Mais, c'est la première fois depuis l'élection de Bassirou Diomaye Faye, successeur de



Macky Sall, qu'un officiel russe est reçu à Dakar. Cette visite marque un signal fort des nouvelles autorités sé-

négalaises qui cherchent à diversifier leurs partenariats internationaux, y compris avec la Russie. L'arrivée de

l'émissaire de Poutine reflète les ambitions de Moscou de revitaliser ses relations avec le Sénégal.

Déjà, la Russie, faut-il le rappeler, renforce son ancrage en Afrique et tout particulièrement dans la sous-région ouest-africaine où le pays entretient des relations à la limite idylliques avec notamment, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette nouvelle approche du Kremlin marque sans doute un pas de plus vers cette dynamique naissante que Vladimir Poutine conduit sur le continent. Vivement que les accords qui sont en train d'être établis soient bénéfiques pour toutes les parties.

— HUILE DE SÉSAME —  
**Mârah**

Le végé



*Le plus grand échec  
est de ne pas avoir le  
courage d'oser*

L'Abbe Pierre



698 311 101  
696 839 138 / 675 167 900  
info@biotopcommodities.cm



*La santé et le bien-être  
dans nos étagères,*



## Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed rencontre le chef de l'armée soudanaise à Port-Soudan

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a rencontré mardi le chef de l'armée soudanaise, le général Abdel Fattah al-Burhan, devenant ainsi le premier dirigeant étranger à lui rendre visite dans sa capitale de guerre, Port Soudan, depuis le début du conflit entre l'armée et les paramilitaires Forces de soutien rapide (RSF).



Abiy, qui était auparavant considéré comme plus proche des RSF que de l'armée et qui a accueilli son chef Mohamed Hamdan Dagalo à Addis-Abeba en décembre, a présenté cette visite dans le cadre d'une campagne visant à ramener la stabilité au Soudan après près de 15 mois de conflit.

La guerre entre les factions militaires soudanaises a contraint près de 10 millions de personnes à quitter leurs foyers, créé des conditions proches de la famine dans certaines parties du pays et menacé de déstabiliser la

région.

Alors que les RSF ont pris la majeure partie de la capitale Khartoum ainsi que le centre et l'ouest du Soudan, l'armée contrôle les États de l'est et du nord, dont Port-Soudan, qui est devenu sa base.

Les pourparlers organisés par l'Arabie saoudite et les États-Unis à Djeddah pour négocier un cessez-le-feu ont été bloqués l'année dernière et les tentatives visant à ramener l'armée à la table des négociations ont jusqu'à présent échoué.

## La Chine se prépare à dribbler l'Europe malgré les mesures annoncées

L'Union européenne a d'ores et déjà annoncé une série de sanctions à l'encontre de la Chine. Tout du moins, à l'encontre de certains de ses constructeurs automobiles. Ces derniers, qui souhaitent s'implanter et dominer le marché européen du marché de l'électrique, font effectivement face à des frais de douanes très élevés, qui supposent une hausse du prix global des véhicules.

Et l'une des entreprises concernées n'est autre que BYD. Il s'agit du leader mondial de l'industrie du véhicule électrique. S'implanter en Europe était donc tout à fait logique pour continuer son bon développement... Et justement, face aux sanctions, le groupe aurait trouvé la parade. Un dribble à peine masqué, qui ne manquera pas de faire réagir les instances européen-

nes. Cette parade est toute simple. Il s'agit en fait de construire et développer une nouvelle usine, en Turquie. Un projet valorisé à 1 milliard de dollars. Une destination choisie non pas par défaut, mais qui est bien réfléchi. En effet, le marché turc représente 7.5% des ventes globales, et avec les 90 millions d'habitants, les opportunités sont nombreuses. En

outre, la Turquie a signé des accords commerciaux avec Bruxelles.

Cette usine implantée en Turquie serait la seconde à voir le jour au sein du Vieux Continent, après celle récemment ouverte en Hongrie. L'idée est donc d'investir pour trouver les parades. Si jamais celle-ci venait à fonctionner, cela serait d'ailleurs la porte ouverte aux autres constructeurs chinois, ce qui leur permettrait



de finalement faire un sacré pied de nez aux décideurs européens.

## Russie : mandat d'arrêt contre Loulia Navalnaïa, veuve d'Alexeï Navalny

La Russie a émis un mandat d'arrêt contre Loulia Navalnaïa, veuve de l'opposant décédé Alexeï Navalny, accusée de « participation à un groupe extrémiste ». Le tribunal Basmany de Moscou a également ordonné sa détention provisoire par contumace.

Loulia Navalnaïa dans le viseur de la justice russe. Après le décès le 16 février 2024 d'Alexeï Navalny, son époux, les autorités russes ont annoncé mardi 9 juillet 2024 que l'opposante en exil, a été inscrite sur la liste de plusieurs personnes recherchées dans le pays.

Le même jour, Ioulia Navalnaïa, qui réside à l'étranger, a réagi en qualifiant Vladimir Poutine de « meurtrier et criminel de guerre », appelant à son incarcération. Depuis la mort d'Alexeï Navalny, Ioulia Navalnaïa a pris le relais de son mari en poursuivant son combat contre le régime de Poutine. Elle continue de dénoncer le pouvoir russe et la répression des dis-



sidents via les réseaux sociaux.

Des accusations odieuses selon le

Kremlin

Dmitri Peskov, porte-parole du

Kremlin, a déclaré ce 19 février que l'enquête sur cette tragédie était toujours en cours et qu'aucune conclusion définitive n'avait été tirée. Il a également souligné que le Kremlin n'était pas impliqué dans la restitution du corps de Navalny à sa famille, précisant que cette question ne relevait pas de la compétence de l'administration présidentielle.

Face aux accusations occidentales, Dmitri Peskov a qualifié ces déclarations d'« odieuses ». Il a par ailleurs insisté sur le fait qu'il n'était pas approprié, dans le contexte actuel de l'enquête, de formuler de telles affirmations sans disposer de toutes les informations nécessaires.

# Transform your Smartphone into Virtual Billboard, receive ads & make Money



SCANNEZ LE CODE QR ET  
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION  
JAPAP SUR PLAYSTORE

**Referral System**  
Refer a friend and earn money when they start receiving ads  
Share your code  
**P3W7S8UY**

**Just receiving ads, makes you MONEY**  
You are paid on the corporate ads you watch.  
Your phone becomes an asset and your Data becomes a source of income  
**Get Started**

**CREATE AND SHARE**  
CREATE YOUR OWN ADVERTISEMENT AND SHARE IT WITH THE WHOLE WORLD

**apap**  
50,4 \$  
View and Earn

Refer your friends, expand your network and earn much more money on the ads seen by them. Share your code with them.



SCANNEZ LE CODE QR ET  
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION  
JAPAP SUR PLAYSTORE

## Connect with friends!

Share what's new and life moments with your friends and family.

Connect with friends



## Niger : Après la débâcle de l'armée américaine, l'Allemagne sur le point de fermer sa base aérienne à Niamey

L'armée allemande abandonne sa base aérienne de transport basée au Niger. Les négociations pour prolonger l'agrément entre l'Allemagne et le Niger n'ont pas abouti pour conserver cette base qui servait notamment à des opérations d'évacuation.



La base aérienne exploitée par l'armée allemande à Niamey va fermer d'ici le 31 août 2024. L'accord militaire signé entre les deux pays, le Niger et l'Allemagne, autorisait en effet la présence militaire allemande jusqu'à cette date.

Cependant, d'après des informations recueillies ce samedi par la Deutsche Welle, le gouvernement allemand n'a pas l'intention de signer un nouvel accord pour prolonger la présence de l'armée allemande.

### Retrait des soldats de la Bundeswehr

La Bundeswehr (l'armée allemande) prévoit un retrait ordonné de la quarantaine de soldats allemands déployés au Niger. L'érection de la base aérienne a coûté quelque 120 millions d'euros à l'Allemagne, rapporte le quotidien allemand Der Spiegel. La base a régulièrement été mise en avant pour la valeur et le caractère sophistiqué de l'équipement.

### Absence d'accord entre Niamey et Berlin

La presse allemande a largement relayé l'information selon laquelle cette décision serait la suite d'un échec de négociations entre le Niger et l'Allemagne, en vue du maintien en fonction de cette base aérienne. La partie nigérienne aurait soumis une éventuelle prolongation à des exigences jugées inacceptables par Berlin. En effet, les militaires au pouvoir souhaiteraient un accord de défense et de sécurité, sans aucune mention de garanties sécuritaires pour les troupes stationnées à l'aéroport de Niamey, ni la garantie d'autorisation sans complication de décollage et d'atterrissage d'avions.

La partie nigérienne exige par ailleurs un partenariat « d'égal à égal » avec la formation de militaires nigériens par l'armée allemande voire la livraison d'armes à l'armée nigérienne. Vu la proximité du délai initial de retrait, il n'y aurait plus de marge de manoeuvre pour d'éventuelles négociations.

## Cryptomonnaie : Le Nigeria se lance dans la course à la blockchain avec son propre projet baptisé «Nigerium»

Le Nigeria a franchi une nouvelle étape dans son ambition de devenir un leader africain dans le domaine des technologies numériques en annonçant le développement de sa propre blockchain nationale, appelée Nigerium. Cette initiative, pilotée par l'Agence nationale de développement des technologies de l'information (NITDA), vise à renforcer la sécurité nationale, à protéger les données des citoyens et à stimuler l'innovation dans divers secteurs.

La blockchain Nigerium devrait servir de plateforme sécurisée et transparente pour la gestion des données gouvernementales et citoyennes. Cela permettrait de réduire les risques de piratage et de fuite de données, tout en améliorant la traçabilité et la responsabilisation au sein des administrations publiques.

En outre, le Nigérium ambitionne de promouvoir l'utilisation de sa blockchain dans une multitude de domaines, comme la chaîne d'approvisionnement, l'identité numérique, les votes électroniques et les paiements transfrontaliers. Cette initiative pourrait stimuler l'innovation et l'efficacité dans divers secteurs clés de l'économie nigérienne.

Le développement de la blockchain Nigerium s'inscrit dans la droite ligne de la politique nationale sur la blockchain adoptée par le gouvernement nigérian en 2023. Cette politique vise à créer un cadre juridique clair pour l'adoption de la technologie blockchain dans le pays et à promouvoir son utilisation responsable. L'annonce du projet Nigerium a été accueillie avec enthousiasme par les acteurs de l'écosystème des technologies de l'information au Nigéria. Beaucoup y voient l'opportunité de faire du pays un pionnier de l'innovation blockchain en Afrique.



moonsbot

Cependant, certains experts ont également soulevé des questions concernant la gouvernance et la réglementation de la blockchain Nigerium. Il sera crucial de mettre en place un cadre solide pour garantir la transparence, la responsabilité et la protection des données des utilisateurs. Néanmoins, le projet Nigerium représente une avancée majeure dans les efforts du Nigéria pour tirer parti du potentiel transformateur de la technologie blockchain. Si elle est menée à bien, cette initiative pourrait avoir un impact positif significatif sur l'économie nigérienne et positionner le pays comme un leader dans l'adoption de la blockchain en Afrique.

## “Je suis libéré de ce fardeau”, la réaction de Kemi Seba suite au retrait de sa nationalité française

Kemi Seba a réagi à la décision du gouvernement française de lui retirer sa nationalité française. Le militant panafricaniste dit avoir été “libéré de ce fardeau”.

Par décret en date du lundi 8 juillet 2024, le gouvernement français a retiré la nationalité française à Stellio Gilles Robert Capo Chichi, plus connu sous le pseudo Kemi Seba. Paris reproche au militant panafricaniste, « une posture constante, résolument anti-française » qui « porte gravement atteinte aux intérêts français » en Afrique. Kemi Seba se sent libéré d'un fardeau

Peu après la décision, l'activiste a monté au créneau. “Plus de nationalité française ? Gloire à

Dieu. Libéré je suis de ce fardeau”, a-t-il écrit. Et de poursuivre : “J'ai quitté la France depuis bientôt 14 ans à cause de sa politique néocoloniale et de sa négrophobie systémique que je combats depuis l'Afrique frontalement, j'ai de plus brûlé le passeport depuis plusieurs mois déjà”.

À l'en croire, le retrait de sa nationalité en raison de ses critiques contre le néocolonialisme est une “reconnaissance (TRÈS PEU STRATÉGIQUE) de l'efficacité de son travail politique

contre les tenants de cette Françafrique”.

“La décision du conseil d'Etat vient très en retard, mais mieux vaut tard que jamais. Ma lettre de demande d'abandon de nationalité trônait, comme nous l'avions annoncé au Conseil d'État, sur le bureau de mon avocat depuis plusieurs mois au cas où ce même conseil désavouerait le ministère de l'Intérieur. Tout rentre dans l'ordre désormais. C'est maintenant que tout commence”, a conclu le président de l'ONG Urgences Panafricanistes.



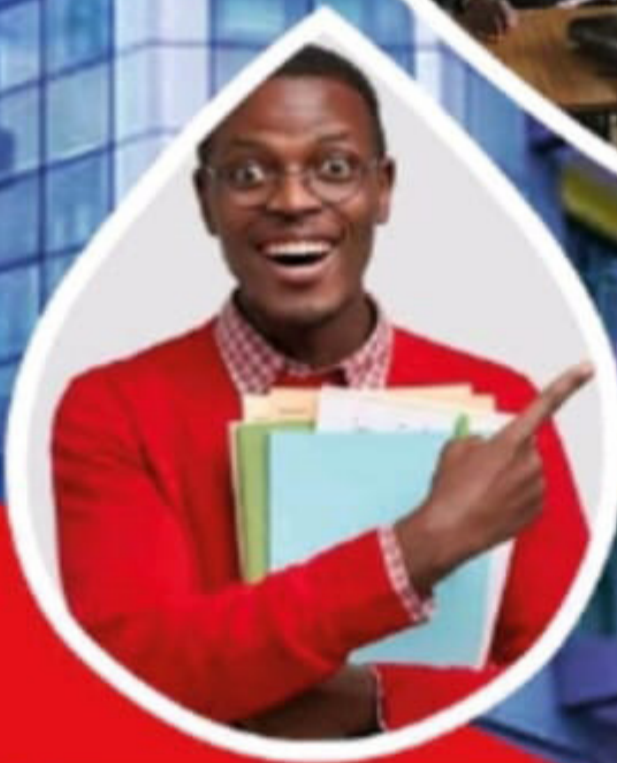


# CENTRE LINGUISTIQUE RUSSE AU CAMEROUN



## NOS OFFRES

- Cours de préparation
- Cours de perfectionnement
- Cours de recyclage
- Cours de business



## NOS NIVEAUX

A1;A2;B1;B2...

## JOURS OUVRABLES

LUNDI, MERCREDI  
VENDREDI (08h-17h)  
et SAMEDI (08h-13h)

: 697 - 475 - 573 / 654 - 872 - 585

Bonapriso rue koloko  
(face laboratoire du rail)

Centre Linguistique  
Russe du Cameroun

@: clrcso2023  
@gmail.com

LE NOUVEAU MANAGER - N°47 de juin 2024, édition spéciale Cameroun